

efficace, de bonnes relations syndicales-patronales ainsi qu'une orientation et une gestion commerciales tournées vers l'extérieur. Certains des secteurs les plus prospères du pays, notamment l'automobile et l'électronique de consommation, n'étaient pas de ceux auxquels le gouvernement accordait une importance prioritaire.

La politique commerciale a également été un véritable gâchis, guidée par des intérêts politiques. Dans les années 50 et 60, les innombrables subventions, allègements fiscaux et règlements qui régissaient l'activité économique japonaise étaient généralement, comme dans d'autres pays, le résultat d'une lutte entre des groupes d'intérêt concurrents. Les ministères se battaient pour leurs clients, les politiciens pour leurs électeurs et les dirigeants du milieu des affaires pour leur secteur. Lorsque la protection douanière a été levée, les jeunes industries les plus prometteuses du pays ont généralement été les premières exposées à la concurrence internationale. Les secteurs en perte de vitesse ont réussi à s'accrocher plus longtemps aux droits de douane et aux contingents. Cette constatation infirme l'opinion couramment répandue selon laquelle la protection des importations a été habilement manipulée pour accélérer la transformation structurelle de l'économie.

● La politique industrielle actuelle du Japon

La politique industrielle japonaise des années 50 et 60 est l'image du Japon qui reste bien présente dans l'esprit de beaucoup de gens. Toutefois, le rationnement des opérations de change et du crédit est révolu. Depuis le milieu des années 70, la politique industrielle nipponne a cherché à promouvoir une nouvelle série d'industries basées sur le savoir ou la haute technologie. Les instruments de la politique industrielle ont été un ensemble de subventions modestes pour la R&D et d'incitatifs accordés aux projets de recherche entrepris conjointement par le gouvernement et l'industrie dans le but de mettre au point des technologies nouvelles. Dans les années 80, les politiques commerciales et industrielles du Japon étaient sans doute moins interventionnistes que celles de la plupart des pays d'Europe⁵⁸.

⁵⁸ Selon une étude, la proportion du commerce extérieur assujéti à des barrières non douanières avait augmenté comme suit.

	1966 (%)	1986 (%)
Communauté européenne	21	54 (19)
Japon	31	43 (14)
États-Unis	36	45 (12)
Totalité des pays industrialisés	25	48 (16)

Source: Sam Laird et Alexander Yeats, «Trends in Nontariff Barriers of Developed Countries, 166-1986», *Weltwirtschaftliches Archiv*, 126(2), 1990: 299-326.